

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LA LUTTE DE CLASSES

Organe du Groupe Communiste (I^{Ve} Internationale)

N° 23

21 janvier 1944

QUI DEFEND L'URSS ?

Quelques semaines à peine se sont écoulées depuis la conférence Roosevelt, Churchill et Staline à Téhéran, qui devait assurer une paix durable par l'écrasement de l'Allemagne et l'entente entre l'URSS, l'Angleterre et les Etats-Unis, et voilà que Radio-Londres doit démentir "énergiquement" un article du journal soviétique la Pravda suivant lequel Ribbentrop, ministre des affaires étrangères de l'Allemagne, aurait rencontré en Espagne deux "hautes personnalités" anglaises pour négocier une paix séparée. Vraie ou fausse, cette nouvelle dévoile ce que Staline cache aux ouvriers du monde entier : l'URSS se défend par ses propres moyens et malgré les trahisons consenties par Staline à la bourgeoisie mondiale, en poussant les ouvriers à adopter le chauvinisme et les buts de guerre de la bourgeoisie, le danger de coalition renaît pour ainsi dire de ses cendres.

Deux ans et demi se sont écoulés depuis l'attaque du capitalisme allemand contre l'URSS. Aujourd'hui, l'Union soviétique est presque libérée. Est-ce l'aide alliée qui a amené ce résultat ? D'après les chiffres donnés par la Radio de Londres elle-même, l'aide alliée en matériel et en vivres ne représente qu'une fraction minime du gigantesque matériel utilisé par l'URSS contre l'impérialisme allemand. Cette aide a été plus que compensée par les agissements souterrains d'une fraction des classes dominantes anglaise et américaine qui aide Hitler de diverses manières.

Que faut-il conclure de tout cela ?

PROPOS DE L'OUVRIER

"L'Amget (organe de l'occupation alliée) a nommé le marquis Lucifero Falconi préfet italien à Catanzaro, capitale de la Calabre ; ce personnage *est un communiste notoire* qui vivait ces dernières années en Union Soviétique" (*Pariser Zeitung*, 4 janvier 1944). Voilà un petit échantillon de la propagande allemande qui permet aux chefs staliniens de prétendre avoir remporté de grands succès "communistes" dans le giron même des capitalistes alliés. Quelle pitié ! Mais puisque les généraux cannibales se sont mués en "démocrates", pourquoi les marquis ne deviendraient-ils pas "communistes" ?

La bourgeoisie américaine fait tout ce qu'elle peut, pour sauver la démocratie... chez les autres. Chez elle, elle préfère les bonnes méthodes de Hitler : Roosevelt demande au Congrès d'instituer le travail obligatoire ("service national") ! Radio-Londres dit avec satisfaction que cette mesure est destinée à empêcher les grèves. Travail obligatoire pour les travailleurs, cela signifie super-profits "obligatoires" (sic) pour la bourgeoisie. Ce n'est pas la guerre "démocratique", c'est la lutte des travailleurs de tous les pays contre leur propre bourgeoisie qui empêchera l'écrasement des ouvriers par le capital !

Désormais, le PC américain ne s'appellera plus *Parti* mais "*association communiste pour l'éducation politique et civique*". De concession en concession "pour tromper les bourgeois", l'homme au couteau ne se distingue plus du paisible citoyen. "Association d'études" à la place d'un parti politique, voilà de quoi rassurer le plus méfiant des bourgeois. Mais l'inquiétude des travailleurs en sera d'autant plus grande !

Encore une bonne nouvelle d'Alger qui réjouira les gaullistes pantouflards qui se préparent à aller à Berlin... en wagons-lit. La jeune classe 45 (18 ans !) sera mobilisée dans les territoires soumis au "contrôle" d'Alger. La libération est proche et mille félicités nous sont promises ; mais en attendant, partout la demande en chair à canon ne fait qu'augmenter, "les aînés ne sont plus, les jeunes entrent dans la carrière"... de la mort.

A BAS LA GUERRE IMPERIALISTE !

PARLEMENTARISME ET DEMOCRATIE

La propagande contre la pourriture de la III^{ème} République, qui est devenue le cheval de bataille des fascistes à la Doriot, Déat ou Giraud dans leur lutte pour écraser la classe ouvrière, donne aux "démocrates" d'Alger l'occasion de se refaire une popularité en les faisant passer pour les champions des conquêtes ouvrières

d'avant la guerre. Ainsi les ouvriers à qui il ne reste plus ni libertés, ni organisations, ni presse légale et dont le niveau de vie atteint la misère, n'auraient pas tout perdu, puisqu'à nouveau on "parlementarise" à Alger !

Nous avons déjà montré (n° 20 "Un nouveau front populaire contre le peuple") que la III^e République, qui s'ouvrit par l'écrasement sanglant de la Commune, a été une époque de lutte de classes où seule l'organisation en tant que classe des ouvriers (syndicats et partis politiques), a permis, par une lutte opiniâtre, d'arracher à la bourgeoisie des réformes. Ces réformes eurent pour cadre le régime parlementaire, mais la Chambre et le Sénat ne firent qu'enregistrer les concessions que la lutte des masses imposait à la bourgeoisie. Le rôle du parlementarisme en tant que machine législative de la bourgeoisie apparaît le plus clairement dans le sort des Chambres élues en 1936 : en juin 1936 c'est la grève générale qui contraignit le gouvernement Blum, issu de cette Chambre, à capituler devant les exigences de la classe ouvrière. Mais quand en 1938 les décrets-loi de Reynaud, membre d'un gouvernement issu de la même Chambre, abolirent en fait les avantages conquis (la grève générale de novembre 1938 ayant été menée dans la situation la moins favorable par les directions réformiste et stalinienne qui avaient freiné le mouvement ouvrier depuis 1936, son échec laissa la victoire à Reynaud et à la bourgeoisie), la Chambre "démocratique" sauvegarda-t-elle les conquêtes ouvrières de 1936 ? Mieux encore, quand Daladier plongea le pays dans la deuxième guerre impérialiste mondiale, les "gardiens" des droits démocratiques du peuple ne furent même pas consultés. Et pendant la "drôle de guerre", la même Chambre et le même Sénat issus des élections de 1936 devinrent l'instrument docile de Daladier, qui chassa les opposants des syndicats, emprisonna par milliers les militants ouvriers, couvrit le pays de camps de concentration, interdit la presse et l'activité communiste sous peine de mort.

Les membres de l'Assemblée *consultative* d'Alger ne sont que les scories de la lutte de classes des dernières années de la III^e République ; leur rôle, un simple rôle de façade, est de servir d'appât aux masses françaises qui sont actuellement privées des conquêtes d'un demi-siècle de luttes, notamment celles de juin 1936. Et le Comité De Gaulle, qui prétend prouver sa démocratie en "consultant" l'Assemblée d'Alger, avoue lui-même par ailleurs qu'il ne peut rien entreprendre sans le consentement des Alliés (textuellement d'après Radio-Londres). Aussi toute l'activité de ces Messieurs tourne-t-elle autour de questions telles que la "punition des coupables", "l'épuration" ou le "futur régime de la France libérée" : activité purement symbolique !

L'hostilité de l'appareil de l'Etat contre les masses, la conspiration permanente de ses couches supérieures contre le peuple, la transformation inévitable des organes "exécutifs" de l'Etat - police, corps des officiers, haute bureaucratie - en organes de dictature ouverte de la bourgeoisie dans les moments de crise politique sociale et économique (crise devenue permanente), ne peuvent pas être combattus par des "épurations", par la "punition des coupables", ou par le "contrôle" parlementaire. A l'époque de putréfaction du capitalisme, la bourgeoisie plonge les masses dans des souffrances toujours plus intolérables et chacun de leurs efforts pour secouer son joug met immédiatement en danger sa domination. Comme cela s'est passé en 1936, la lutte se mène dans la rue, à l'usine, dans les casernes, dans les villes, à la campagne. L'Etat montre alors qu'il n'est pas l'arbitre impartial entre les citoyens, mais l'organe de la bourgeoisie ; la police, le corps des officiers, la haute bureaucratie entrent en scène pour sauver la propriété... des capitalistes expropriateurs. En même temps, la bourgeoisie procède, avec la complicité de la police, de la justice et des généraux, à l'armement des bandes fascistes destinées à détruire les organisations ouvrières pour enlever au prolétariat toute possibilité de résistance. Toute l'histoire récente des nations s'est tranchée par la guerre civile aussi bien dans les pays démocratiques (Allemagne, France) que non-démocratiques (Espagne).

La bourgeoisie française, dont les bases impérialistes ont été fortement ébranlées et diminuées, a instauré dans le pays un Etat de guerre civile contre les masses : cet Etat est le type de celui qu'elle entend maintenir. La bourgeoisie peut moins que jamais revenir à la démocratie ; c'est pourquoi De Gaulle, après un coup de chapeau à la III^e République, parle de la nécessité d'un régime "stable", "fort", "rajeuni", "*qui empêcherait que l'Etat dépende des partis politiques*". Ce langage est celui du bonapartisme.

Voilà pourquoi malgré l'épuration, les députés communistes d'Alger voient avec inquiétude l'"existence de certains groupements militaires autonomes". Voilà pourquoi toute la discussion sur le futur régime se réduit à savoir qui détiendra la machine électorale nouvelle pour la faire servir à ses fins au moment de la "libération".

Les membres "communistes" de l'Assemblée d'Alger entretiennent l'illusion qu'il est possible de réformer l'Etat de la bourgeoisie, de le rendre meilleur pour le peuple, de lui conserver un aspect "démocratique" en toutes circonstances. Alors que le Front Populaire avait déjà essayé, sans le moindre succès, de ranimer le cadavre de la démocratie bourgeoise, l'entreprise pourrait-elle réussir actuellement, quand la France est en proie à la guerre civile ouverte ? Evidemment non ; et la "purge" que le Comité d'Alger se prépare à administrer à la France ne soulagera pas le pays de cette guerre civile et ne ramènera pas la "concorde" et la sécurité nécessaires au fonctionnement de la démocratie ; les nouvelles illusions sciemment entretenues par les chefs "communistes" sont encore plus dangereuses que les anciennes.

Le régime actuel de la France – combinaison monstrueuse des traditions versaillaises de Thiers et de Gallifet avec les méthodes perfectionnées de la Gestapo – ne peut pas être "amélioré" par un quelconque régime bonapartiste venu d'Alger à la pointe des baïonnettes "libératrices". Il doit céder la place à un régime qui garantisse définitivement la vie, le pain et la liberté aux masses travailleuses.

Ce qu'ils ont perdu, les travailleurs doivent le reconquérir. En luttant pour l'amélioration des salaires et contre les déportations, la classe ouvrière, et en premier lieu les travailleurs conscients, doivent apprendre à utiliser les moindres possibilités légales de la situation actuelle. Il faut réunir les ouvriers en assemblées syndicales, même si cela doit se faire sous l'œil de la police. Les travailleurs russes ont su utiliser sous le tsarisme les syndicats créés par la police pour discuter de leur situation économique et se concerter pour l'améliorer.

Les luttes opiniâtres des travailleurs les plus avancés redonneront confiance à de larges couches ouvrières dont la situation est intenable : il sera possible alors de lutter pour des buts plus élevés : la reconquête des libertés ouvrières, seul gage d'un niveau de vie supportable ; droit de grève, liberté d'organisation et de réunion (syndicats et partis politiques), liberté de presse.

La poussée des masses ouvrières pour la reconquête de leurs droits élémentaires (dans la situation de plus en plus précaire de l'impérialisme allemand et du régime de Vichy) doit renverser tout le régime étatique actuel (c'est ainsi que les choses se sont passées en Italie). Alors se décidera le destin du peuple français. Maîtres de la situation sur les ruines du régime actuel, les travailleurs devront-ils remettre le pouvoir à un quelconque parlement et gouvernement bourgeois ? Non ! Seuls les Conseils ouvriers et paysans (Soviets) élus par les masses en lutte à l'échelle locale, régionale et nationale, sur lesquels s'appuie le Gouvernement ouvrier et paysan peuvent assurer *le gouvernement du peuple par le peuple lui-même*.

La punition des coupables (ceux qui ont plongé le pays dans la 2ème guerre impérialiste mondiale, qui ont détruit les organisations et les libertés ouvrières, qui ont organisé la déportation des ouvriers, qui ont emprisonné, torturé et tué des militants ouvriers) et la transformation de l'Etat, ne peuvent être réalisées qu'en opposant à la dictature (même parlementaire) de la classe capitaliste sur les ouvriers, LA DICTATURE DU PROLETARIAT sur la bourgeoisie, qui seule assure aux masses travailleuses LA PAIX, LE PAIN ET LA LIBERTE.

SOUS LE DRAPEAU DU COMMUNISME

La commémoration annuelle de la mort de Karl Liebknecht, de Rosa Luxembourg et de Lénine (survenus au mois de janvier 1919 pour les premiers et en janvier 1924, pour le dernier) n'est pas pour nous l'accomplissement d'un rite consacré par une espèce de culte "prolétarien". La marche de l'humanité vers le communisme exige qu'on ne réveille point, sous des formes nouvelles, d'anciennes superstitions. Nous en avons besoin pour opposer aux tendances réactionnaires, qui dans le camp ouvrier représentent l'influence de la bourgeoisie, l'exemple toujours éclatant des véritables fondateurs de la IIIème Internationale.

Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg ont milité en Allemagne avant et pendant la première guerre mondiale, Lénine en Russie. De ce fait les méthodes organisationnelles et tactiques de Karl et de Rosa n'avaient pas encore atteint, au moment où leur assassinat les arracha à leur vie de militants, la justesse des méthodes par lesquelles Lénine fit la première brèche dans le système capitaliste mondial. Mais "ils n'avaient pas dit leurs dernier mot" et il n'est pas douteux que s'ils avaient pu continuer leur carrière, ils seraient arrivés à appliquer en Allemagne les méthodes fondamentales qui avaient permis à Lénine et à Trotsky de vaincre dans l'ancien empire des tsars.

Cependant leurs divergences tactiques n'entament en rien leur profonde unité politique, leur fusion sous un symbole : les 3 L. Lénine avait appelé Rosa et Karl, les meilleurs militants de la IIIème Internationale. Si Lénine représente en particulier des méthodes organisationnelles et une tactique ayant subi avec succès l'épreuve des événements, les trois ensemble sont le symbole même de la IIIème Internationale, de *l'internationalisme prolétarien*.

Quand en 1914 les chefs socialistes de tous les pays, sous l'influence de la bourgeoisie, se servirent de tous les prétextes (démocratie contre militarisme en France, contre le tsarisme en Allemagne, etc...) pour voter les crédits de guerre de leur bourgeoisie et faire l'union sacrée avec elle contre les ouvriers, Karl Liebknecht, député au Reichstag, vota contre les crédits de guerre demandés par le Kaiser rejetant ainsi la guerre impérialiste et démasquant les buts de rapine de la bourgeoisie. Mais il ne se contenta pas de voter contre les crédits de guerre et de la dénoncer du haut de la tribune parlementaire. Tandis que les anciens chefs socialistes se vautreient dans l'union sacrée, il fut envoyé sur le front où la bourgeoisie espérait qu'une balle russe la débarrasserait de son ennemi. Se trouvant à Berlin en avril 1916 (en tant que député du Reichstag) il organisa une grande manifestation ouvrière de rue pour le 1er mai contre la guerre, pour la paix, le pain et la liberté. Il fut condamné par un Conseil

de guerre et envoyé dans une forteresse, d'où il ne fut libéré que par la révolution allemande montante (23 octobre 1919). Le 15 janvier 1919 il tombe assassiné, avec Rosa, après l'échec de l'insurrection spartakiste à Berlin (le 12). Il nous a laissé la meilleure formule de l'internationalisme ouvrier pendant la guerre : "*l'ennemi de chaque prolétariat est dans son propre pays*", la tâche des travailleurs étant de "*balayer chacun devant leur propre porte*", c'est-à-dire diriger ses coups non pas contre le peuple d'en face, mais contre sa propre bourgeoisie.

Rosa Luxembourgeois, d'origine polonaise, fut un des meilleurs théoriciens de la II^{ème} Internationale. Elle avait pressenti plus tôt que quiconque, y compris Lénine, la décomposition des milieux dirigeants de la social-démocratie allemande. D'une santé frêle, elle cherchait toujours dans les manifestations l'endroit populaire où "ça chauffe" ; elle est profondément "plébéienne" dans le meilleur sens du mot pour les révolutionnaires. Arrêtée une fois en février 1915 elle resta un an en prison et fut arrêtée de nouveau au milieu de l'année 1916. Comme Liebknecht, elle fut libérée par la Révolution. En prison elle écrivit sa fameuse brochure signée Junius, un réquisitoire passionné contre les fauteurs de guerre d'Allemagne et de tous les pays ; en prison également, elle accueillit la Révolution russe avec un grand enthousiasme. Dans une brochure destinée à en dégager les leçons, après une critique fraternelle de ce qu'elle croyait erroné dans la politique de Lénine et de Trotsky, elle finit ainsi : "Lénine et Trotsky et leurs amis ont été les premiers qui aient montré l'exemple au prolétariat mondial ; il sont jusqu'ici encore les seuls qui puissent s'écrier : j'ai osé !".

Pour mener leur action, Rosa et Karl fondèrent au début de la guerre la ligue "Spartakus" (le chef de la révolte des esclaves romains contre leurs maîtres), qui plus tard donna naissance au Parti communiste allemand.

La guerre impérialiste de 1914 trouva en Lénine non seulement l'internationaliste intransigeant qui dénonce les crimes des "brigands impérialistes de tous les pays", mais encore le chef prolétarien qui trouve la tactique juste pour remporter la victoire des exploités sur les capitalistes. Ses mots-d'ordre principaux furent : "transformation de la guerre impérialiste en guerre civile", rupture complète et dénonciation acharnée des social-patriotes, création d'une nouvelle Internationale, la 3^{ème}. Quand le tsarisme fut renversé en 1917 par le prolétariat de Pétrograd (aujourd'hui Léninegrad), la bourgeoisie impérialiste de Russie continua sa guerre de brigandage à l'abri du régime démocratique nouvellement conquis par les masses. En l'absence de Lénine et des principaux chefs bolcheviks, qui n'étaient pas encore rentrés de l'émigration (par le fameux wagon plombé allemand qui servit plus tard de prétexte à l'entente pour le traiter d'agent de l'Allemagne), les membres du Parti qui se trouvaient à ce moment-là à la direction, tombèrent dans le piège et se déclarèrent prêts à la défense de la "révolution" russe. Lénine arriva à temps pour redresser la ligne du Parti qui dénonça dès lors la guerre comme impérialiste tant que la bourgeoisie, liée à l'Entente, ne serait pas renversée par les masses ouvrières et paysannes (soldats) et que le pouvoir ne serait pas exclusivement entre les mains des Soviets. Mais la profondeur de l'Internationalisme de Lénine ne se montre pas seulement avant la prise de pouvoir par le prolétariat en Russie. Elle se manifeste, et d'une manière encore plus décisive, après la révolution d'Octobre 17. La révolution russe n'était pour Lénine et les bolchéviks qu'un chaînon de la révolution mondiale. *La victoire du socialisme dans le monde*, voilà leur point de départ doctrinal et leur but pratique. Le prolétariat doit s'emparer du pouvoir là où il a la possibilité de le faire et aider la révolution dans les pays qui subissent encore le joug des capitalistes. Mais il se peut que le pays où le pouvoir est le plus facilement conquis par le prolétariat ne soit pas en même temps celui qui peut le plus rapidement faire avancer tous les autres pays dans la voie du socialisme. *Lénine était prêt à risquer la révolution russe pour assurer la victoire de la révolution allemande considérée par lui comme plus importante pour le socialisme* que la révolution dans l'ancien empire des tsars. De ce profond internationalisme des 3 L. s'inspire la I^{ère} Internationale dans sa lutte contre la 2^{ème} guerre impérialiste mondiale et pour le renversement du capitalisme. Son fondateur et guide, Léon Trotsky, le plus proche compagnon de Lénine, assassiné par Staline en août 1940, ajoute son nom à celui des 3 L. Ces militants inébranlables du communisme ont donné un exemple qui ne sera pas oublié !